



Des millions de personnes défilent en France après l'attentat contre Charlie Hebdo

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 12 janvier 2015

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Des millions de personnes ainsi qu'une délégation de dizaines de chefs d'Etat et de hauts responsables internationaux ont défilé dans des manifestations officielles à travers la France hier à la suite de l'attentat terroriste contre la rédaction de *Charlie Hebdo*.

Les manifestations, préparées la semaine dernière dans une atmosphère de panique marquée par des appels hystériques à l'unité nationale lancés par les partis politiques et les médias, avaient un caractère grotesque. A Paris, des milliers de policiers et de soldats avaient été mobilisés. Des tireurs d'élite étaient postés sur les toits pour protéger un groupe de presque 50 chefs d'Etat qui manifestaient leur soutien à *Charlie Hebdo*, alors que les ministres de l'Intérieur des grandes puissances se réunissaient à Paris pour discuter d'une escalade des mesures de sécurité.

Les manifestations étaient censées défendre la liberté de parole et souligner l'unité nationale et internationale dans la lutte contre le terrorisme islamiste. En fait, les responsables qui manifestaient étaient eux-mêmes déchirés par de profonds conflits politiques. Le premier ministre d'Israël, Benyamin Nétanyahou, qui a mené cet été une guerre sanglante contre la population sans défense de Gaza, qui a fait deux mille morts, était dans le même cortège que le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Le président ukrainien Petro Poroshenko, le chef du régime d'extrême-droite installé à Kiev lors du putsch anti-russe de février 2014, défilait avec le ministre des Affaires Etrangères russe Serguei Lavrov qui a dit que les opérations de l'OTAN en Ukraine faisaient partie d'une campagne pour organiser un changement de régime violent à Moscou et pour renverser le gouvernement russe.

Plusieurs chefs d'Etat de régimes fantoches pro-français africains ont manifesté pour demander une ingérence accrue de la France ou de l'OTAN dans leur propre pays. Mahamadou Issoufou, le président du Niger, insistait pour dire qu'il était « urgent » d'organiser une nouvelle guerre en Libye. « Le Sud libyen est devenu un sanctuaire pour les terroristes, la Libye déstabilise l'ensemble du Sahel », a-t-il dit, alors que le président malien Ibrahim Keita a remercié la France d'avoir envahi son pays en 2013 pour combattre des insurgés islamistes.

Le premier ministre britannique David Cameron, dont le gouvernement est de plus en plus hostile à l'Union européenne sur une base nationaliste droitière, était aux côtés de la chancelière allemande Angela Merkel, la championne d'une politique d'austérité profondément impopulaire menée par l'UE, et qui a dévasté le niveau de vie des travailleurs

à travers le continent.

Surtout, le gouvernement censé diriger la « guerre contre la terreur », Washington, n'était pas représenté. Non seulement le président Obama ne s'était pas déplacé, mais le garde des sceaux Eric Holder, en déplacement à Paris pour discuter des mesures de sécurité, a lui aussi boudé la manifestation. Certaines publications ont spéculé que Washington voulait punir Hollande d'avoir proposé de relâcher les sanctions imposées à la Russie par l'UE dans le cadre de la crise ukrainienne.

Quant au gouvernement français, ses appels à l'unité nationale et à la défense de la liberté sonnaient creux face à la déclaration belliqueuse du premier ministre Manuel Valls selon laquelle la France mènerait une « guerre » contre l'islamisme radical en France.

A Paris, 1,5 million de personnes ont manifesté, alors que deux millions de personnes défilaient dans le reste de la France, selon les statistiques officielles. Il y eut 300.000 manifestants à Lyon, 115.000 à Rennes, 100.000 à Bordeaux, et 70.000 à Grenoble et à St Etienne. Il n'y eut que 60.000 manifestants à Marseille, la deuxième ville de France qui compte la plus grande population musulmane parmi toutes les villes françaises.

Les millions de personnes participant aux manifestations ressentaient sans aucun doute une horreur sincère face aux meurtres commis à la rédaction de *Charlie Hebdo*. Cependant, ils n'auront pas eu le temps de réfléchir dans l'atmosphère hystérique qui domine actuellement les questions politiques soulevées par l'attentat et la réaction de l'administration Hollande.

Quand des couches plus larges s'interrogent sur le magazine, un malaise et même une nette opposition s'installent face aux caricatures violemment anti-islamiques de *Charlie Hebdo* et à son soutien pour les guerres de l'impérialisme français.

Après la minute de silence prescrite dans les écoles pour *Charlie Hebdo*, de nombreux lycéens ont réagi en critiquant le magazine. « Je ne suis pas d'accord avec le contenu [des caricatures], mais je suis contre l'attentat », a dit Yacine au *Monde*, ajoutant : « Mais les dessinateurs, ils ne sont pas blancs dans cette affaire ».

« Des deux côtés, il y a des torts », remarquait Erica. « Retirer la vie à douze personnes, c'est un crime contre l'humanité, et même *s'ils l'ont un tout petit peu cherché* ».

Allende a commenté : « C'est dangereux. S'ils ont tué Charlie, c'est parce qu'il ne respectait pas la religion. Ils ont attaqué l'Islam ... si *Charlie* continue, les jeunes ici vont bouger ».

L'atmosphère de panique qu'entretiennent la classe politique française et les médias est destinée à faire passer un agenda politique réactionnaire face à la colère qui monte dans la classe ouvrière. Dans un pays qui a connu deux guerres mondiales et de nombreuses luttes révolutionnaires, la mort de douze personnes est transformée en tragédie nationale sans précédent afin de ranimer la présidence de Hollande, le président français le plus impopulaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

En appelant à l'unité nationale derrière les forces de l'ordre, Valls et Hollande veulent renforcer la crédibilité d'un gouvernement qui est haï pour ses mesures d'austérité, légitimer la participation de Paris à la « guerre contre la terreur » réactionnaire de Washington en Afrique et au Moyen Orient et faciliter des manoeuvres politiques réactionnaires visant à stabiliser l'Etat.

Comme le démontre le passage la semaine dernière de Marine Le Pen à l'Élysée pour discuter avec Hollande, on prépare l'intégration finale du FN au centre de la classe politique française. Ceci souligne l'évolution anti-démocratique et autoritaire de la politique bourgeoise européenne, et la nécessité d'unifier le prolétariat européen par-delà toutes les divisions ethniques et religieuses dans une lutte révolutionnaire pour le socialisme.

Quand des masses de gens commenceront à réfléchir aux questions politiques liées à l'attentat contre *Charlie Hebdo*, ils verront que cette atrocité est liée aux politiques menées par l'État français lui-même. L'action des deux tireurs islamistes, Said et Cherif Kouachi, est un produit toxique de l'incapacité du capitalisme de donner un espoir quelconque à de larges masses de la population.

Les jeunes musulmans font face à des niveaux de chômage très élevés, allant jusqu'à 40 pour cent ou plus dans certaines banlieues où les frères Kouachi ont eu divers emplois marginaux, et à une série de mesures islamophobes, telles l'interdiction de la burqa ou du voile dans les écoles. Ces tensions sont intensifiées par l'abandon par Paris de son opposition à l'invasion américaine de l'Irak en 2003, et sa décision de s'aligner sur des guerres dirigées par Washington à travers le monde musulman, de l'Afghanistan à la Libye en 2011 et à la Syrie aujourd'hui.

Dans ces conditions, les éléments les plus arriérés et les plus désorientés peuvent craquer et décider soudain de commettre des crimes horribles, tels l'attentat contre *Charlie Hebdo*.

Alex Lantier

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Alex Lantier, wsws.org](http://wsws.org), 2015

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca